



# LA CHINE CRÉE-T-ELLE DE NOUVEAUX PARADIGMES ÉCONOMIQUES ?

FRANÇOIS GODEMENT \*

**L**a hiérarchie au sommet du commerce international ne change que très rarement depuis l'avènement de la Révolution industrielle : après le Japon, la Chine est la seconde Nation qui bouleverse ce classement, en devenant le 4<sup>ème</sup> exportateur et le 3<sup>ème</sup> importateur mondiaux. Pour trouver cette évolution prévisible ou « normale », il faut, comme Angus Maddison<sup>1</sup>, remonter à l'histoire économique de l'ère préindustrielle et aux dynasties Song et Tang : avec quelque excès, on peut en déduire une 1<sup>ère</sup> place mondiale pour l'économie chinoise entre 2015 et 2025. Cela supposerait tout de même un taux de croissance aussi fort pendant la seconde partie de la transition politico-économique, une hypothèse rien moins que certaine. Or, le sentier des réformes graduelles mises en place depuis 1978, le tâtonnement institutionnel et légal dans tous les domaines qui touchent à l'économie, la coexistence d'une économie ouverte avec un très fort rôle de l'État, ne satisfont pas les conditions d'un « big bang » libéral, sans pour autant préserver un système dirigiste classique : de l'extérieur de la profession économique, certains ont forgé les concepts de « transition imparfaite » ou d'« institutionnalisation inachevée »<sup>2</sup> pour rendre compte avec pragmatisme d'un succès qui n'est fondé ni sur l'instauration complète du marché, ni sur la mise en place d'un cadre institutionnel et légal entièrement rigoureux. D'autres, au contraire, estiment que ce pragmatisme institutionnel et l'exceptionnalité qu'il engendre ne sont que des effets temporaires et coûteux de la transition politique<sup>3</sup> chinoise.

\* Directeur du centre Asie Ifri (Institut français des relations internationales), professeur à l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales).



La théorie économique enseigne d'ailleurs que les pays en croissance rapide ont une balance des comptes déficitaire, car ils sont grands utilisateurs de capitaux<sup>4</sup>. Or le cas chinois, avec sa faculté d'attirer les investissements directs internationaux, mais aussi sa thésaurisation de devises placées essentiellement sur le marché financier américain, son épargne intérieure immense mais peu ou pas gérée, suggère la présence de plusieurs déséquilibres simultanés, qui se compensent mutuellement sur un sentier de croissance forte<sup>5</sup>.

Pratiquement depuis 1978, les ressources énergétiques sont régulièrement décrites comme un goulot d'étranglement majeur de l'économie chinoise : naguère en raison de la prédominance écrasante d'un charbon mal réparti sur le territoire, aujourd'hui à cause de l'augmentation explosive de la consommation et des importations pétrolières. Mais la réduction de l'intensité énergétique avait permis une croissance économique très supérieure à celle des ressources énergétiques. La Chine émerge aussi comme un grand pays consommateur avec les moyens de ses achats sur le marché international, quitte à participer à la hausse des prix du brut, ou avec la faculté de créer de nouvelles capacités de production énergétique, ce qui serait préférable pour tous. Ce mouvement est lui-même parfois exagéré, l'analyse confondant la part chinoise de la *hausse* de la consommation globale avec la part de cette dernière, souvent plus faible. L'agriculture chinoise, naguère décrite comme l'exemple achevé d'un cercle vicieux associant sous-productivité, rendements déclinants et érosion de l'environnement, vient au contraire de connaître pendant un quart de siècle des taux de croissance annuels qui sont aussi élevés que ceux de... l'économie industrielle européenne dans son ensemble pendant la même période, et ce, sans augmentation des superficies cultivées : mais celles-ci, il est vrai, avaient été largement sous-estimées dans le passé. Cette productivité inattendue, qui fait de la Chine un exportateur agricole de premier plan, n'empêche pas les revenus paysans de stagner aujourd'hui : chute des prix dictée aussi par le marché mondial, surproductions locales et sous-emploi agricole ont créé en Chine la plus forte « fracture sociale » de toutes les économies émergentes : c'est, en janvier 2004, un rapport officiel émanant de l'Académie des sciences sociales de Chine qui a reconnu l'existence en Chine d'une inégalité (mesurée selon le coefficient Gini) plus forte que dans tout le reste de l'Asie<sup>6</sup>.

Plus généralement d'ailleurs, les gains de productivité dans l'économie chinoise, qu'ils proviennent de la mutation sectorielle de celle-ci ou de sauts technologiques dans l'industrie, sont aujourd'hui si forts qu'on les invoque désormais pour expliquer cette autre contradiction apparente : un très fort taux de croissance accompagné d'une tendance déflationniste persistante depuis 1997. Le modèle de croissance par



l'investissement direct étranger et la réapparition d'un secteur d'entreprises étrangères dominant les volumes du commerce extérieur chinois ont longtemps rassuré les voisins et partenaires de la Chine : l'atelier de sous-traitance chinoise, le statut d'usine du monde, c'était encore une application, même extrême, du célèbre « modèle de Hong-Kong » fondé avant tout sur un réservoir de main-d'œuvre à bon marché.

Mais l'essor d'un potentiel éducatif avancé sinon égalitaire, avec autant d'ingénieurs formés tous les ans qu'aux États-Unis, un fort courant de retour d'étudiants formés surtout aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni, l'apparition de pôles de recherche et développement associant secteur public et firmes privées, de capital risque et d'entreprises dans des domaines comme l'informatique ou les biotechnologies, l'effet de levier que peuvent exercer les négociateurs chinois pour obtenir des transferts de technologie en jouant sur la taille potentielle de leur marché intérieur, ont contribué à transformer cette image. Depuis un rapport célèbre du Miti japonais en 2002, la montée de la Chine sur l'échelle technologique est à l'ordre du jour et suscite les interrogations de ses concurrents<sup>7</sup>. À titre d'exemple récent, la production de semi-conducteurs, point de faiblesse notoire de l'industrie électronique et informatique chinoise, ne représente encore, en dépit des apparences, que moins de 2 % de la production mondiale. Mais il existe au moins un producteur chinois qui a déjà standardisé les circuits de 8 pouces à 0,18 micron - soit une génération seulement en dessous du standard mondial<sup>8</sup>.

Le regard économique sur la Chine change donc rapidement. L'histoire économique appliquée à la Chine précommuniste s'attachait à rendre compte des obstacles à la croissance, des goulots d'étranglement de celle-ci, de cycles économiques mis en relation soit avec les récoltes et le climat, soit avec les fluctuations de certaines matières premières internationales (métal argent, coton). Avec la République populaire, on a observé l'avènement du « cycle politique » dans l'économie chinoise. C'était, sous le maoïsme (1949-1978), une alternance de flux et de reflux dans la collectivisation à outrance, de mobilisation populaire suivie d'un desserrement des contraintes, processus scandant l'histoire des trois premières décennies du régime. Avec l'ère Deng Xiaoping (1978-1997) est venu un autre cycle politique : celui de l'ouverture et des réformes (lancées ou relancées en 1978, 1984, 1988, 1992), aboutissant à des dérapages économiques spectaculaires ou des « atterrissages forcés » (1979, 1985, 1989, 1997). À la décentralisation, la libéralisation et l'essor des forces centrifuges dans l'économie succédaient toujours une pause et la reprise en main de l'économie par les autorités centrales.

Au fur et à mesure qu'augmente la composante externe de l'économie chinoise - aussi bien pour l'importation de ressources énergétiques, de



matières premières et de biens intermédiaires que par l'importance grandissante du secteur exportateur -, ces deux cycles - cycle agricole, cycle politique - deviennent moins importants, ou en tout cas mènent à des évolutions moins brutales. L'économie chinoise a, en effet, changé d'échelle, quelle que soit la mesure de son PIB en termes classiques, et connaît aujourd'hui plusieurs moteurs de croissance, qui ne produisent pas nécessairement leurs effets tous en même temps, mais permettent à un pouvoir technocratique fort de tirer l'économie tout en tolérant des « bulles » ou déséquilibres locaux. Ainsi, l'hypercroissance de 1994-1996, avec son regain d'inflation, la fuite en avant de la création monétaire et de crédit, ont été compensées par l'arrivée massive d'investissements et de capitaux étrangers (y compris, d'ailleurs, une part des gains des entreprises chinoises exportatrices). Ainsi, quand la crise financière asiatique de 1997 a provoqué un refroidissement brutal de l'économie chinoise - ralentissement des exportations, baisse de la demande privée intérieure, déflation des prix - la crise du crédit a été évitée, et le gouvernement a poursuivi une croissance forte, fondée sur une politique keynésienne de déficit public et de projets d'infrastructure : même si la croissance des années 1998, 1999 et 2000 n'atteignait sûrement pas les chiffres officiels<sup>9</sup>, elle restait de toute façon plus forte que partout ailleurs en Asie. La reprise forte du commerce extérieur, une nouvelle expansion des IDE et des exportations, sont opportunément venues relayer cette croissance publique à partir de 2000-2001, l'admission de la Chine à l'OMC suscitant une vague d'anticipations positives. Ce sont alors les années où la Chine semble « aspirer » la croissance des autres économies asiatiques : investissements, délocalisations, courants commerciaux sont réorientés vers celle-ci. Cette hypercroissance chinoise fondée sur les exportations est alors insoutenable pour les partenaires voisins de la Chine, et suscite les plus grandes inquiétudes en Asie.

Mais un quatrième moteur de croissance se manifeste, fondé sur la demande intérieure et les investissements domestiques, en particulier dans la construction immobilière : en 2002-2003, le taux d'investissement de l'économie chinoise atteint ses niveaux les plus élevés depuis... le « Grand bond en avant » de 1958. Pour certains, il y a encore là une manifestation du fameux « cycle politique » de l'économie chinoise ; la succession politique et le passage du pouvoir à une « quatrième génération » au 16<sup>ème</sup> Congrès du PCC de novembre 2002, le départ à la retraite d'un Premier ministre centralisateur (Zhu Rongji, avril 2003) et même la persistance d'une concurrence politique factionnelle ont diminué le pouvoir des autorités pour contrôler les acteurs économiques<sup>10</sup>. Il se produit, certes, une bulle immobilière et du crédit, une tension sur les marchés de matières premières, un excès d'investis-



sements destinés à la consommation privée, qu'illustre la course des grands constructeurs automobiles sur le marché chinois. L'exemple est éclairant : avec, en 2006, la troisième capacité de production au monde prévue (6,5 millions de voitures particulières), un retour de bâton est certain dans ce secteur où les investissements n'ont pas été destinés à l'exportation. Mais ce déséquilibre en résout d'autres, notamment celui des échanges extérieurs, trop favorables précédemment à la Chine. En 2003-2004, ces mêmes voisins qui se lamentaient de la délocalisation vers la Chine se réjouissent désormais des points de croissance qu'assure le marché chinois pour leur propre économie : aux yeux du Japon, de la Corée du Sud, de Taïwan et même des économies de l'Asean (Association of South East Asian Nations), cette croissance est bienvenue.

Cette évolution doit être mesurée par tous ceux qui, appliquant les recettes de l'expérience passée, imaginent un nouveau *hard landing* pour l'économie chinoise. Certes, de 1978 au milieu des années 1990, le caractère rudimentaire des instruments de contrôle macroéconomique joint au dynamisme des acteurs individuels, privés ou déconcentrés, a produit des cycles très brutaux pour l'économie. Mais l'impact immédiat des mesures de refroidissement autoritaires prises par le gouvernement chinois est, aujourd'hui, soit plus affiné et sectoriel, soit diffus et d'un impact souvent différé ou progressif<sup>1</sup> : déjà, la remise sous contrôle du crédit bancaire après 1995 a été très longue, et l'administration publique a su créer à partir de 1998 des structures de défaisance publique qui ont protégé le système financier des effets d'un endettement effréné. De même, les enjeux politico-sociaux qui entourent l'actuelle bulle immobilière et d'investissements industriels dans certains secteurs commandent un refroidissement finalement assez lent. Pour la seconde fois aussi depuis le début des réformes en 1978, la puissance publique crée un vase communicant entre le système financier intérieur et les équilibres externes en devises : la première fois, en 1985, c'était sous l'empire de l'urgence quand la Banque centrale chinoise bénéficia de ressources en yens apportées par la Banque du Japon pour faire face à une dangereuse crise des réserves en devise : aujourd'hui oublié, cet épisode est pourtant un chapitre essentiel des relations sino-japonaises. Aujourd'hui, c'est la Banque centrale chinoise qui, en janvier 2004, utilise près de 10 % de ses importantes réserves en devises pour recapitaliser, sous conditions certes, deux grandes banques publiques au bilan fragilisé par de mauvaises dettes intérieures. En régime de contrôle du compte des capitaux, l'épisode est d'importance : car il montre bien aux partenaires internationaux que l'excédent de la balance des paiements courants et la force d'une monnaie chinoise soumise à des demandes internationales de réévaluation ne sont que relatives. Une libéralisation brutale du système financier intérieur - par



exemple son ouverture complète à la concurrence, y compris pour la gestion de l'épargne - aurait tôt fait de faire fondre les réserves publiques en devises, sous la pression des épargnants chinois eux-mêmes : et, par voie de conséquence, de mettre fin à toute tendance à la réévaluation de la monnaie chinoise, prolongeant d'autant l'avantage compétitif des biens transformés en Chine sur le marché international.

L'externalisation, l'intégration et l'interdépendance deviennent une donnée majeure de la politique économique chinoise. Et ce, non seulement en fonction de la « puissance » et des atouts de l'économie chinoise, mais en raison même de ses faiblesses et de ses vulnérabilités. Celles-ci, souvent oubliées par les analystes de marché préoccupés de « vendre » la Chine à leurs clients, ont toujours été conservées à l'esprit par les acteurs publics chinois : ainsi, naguère, refusaient-ils d'adopter les statistiques de leur économie en termes de parités de pouvoir d'achat, les jugeant trop optimistes et irréalistes. Désormais, ils savent aussi utiliser les interdépendances qu'entraînent certains des déséquilibres chinois pour poursuivre une croissance dynamique qui n'est pas un modèle de vertu néoclassique. Dans l'actualité immédiate, la Chine qui adopte un énorme plan de rénovation ferroviaire suscitant la concurrence des grands industriels du secteur est aussi celle qui accorde en septembre 2004 un prêt de 400 Md\$ aux Philippines pour une voie de chemin de fer décongestionnant Manille : encore récipiendaire majeur d'aide au développement (notamment européenne et japonaise), la Chine va devenir un donateur majeur en Asie du Sud-Est - y compris, bien sûr, à des fins politiques. La Chine, qui éprouve de tels besoins de financement de la construction immobilière locale, est aussi devenue un acheteur majeur d'obligations émises par Fanny Mae, le financier populaire de la construction individuelle... aux États-Unis. Le poids des capitaux chinois recyclés aux États-Unis, bien qu'il ne soit pas l'atout stratégique parfois représenté, est tout de même un élément stabilisateur des échanges commerciaux, et donc de la relation sino-américaine dans son ensemble. « Notre commerce est votre problème », pourraient dire les dirigeants chinois, selon le mot fameux du secrétaire au Trésor américain John Connally sur le rôle international du dollar. De fait, la Chine a pris à plusieurs reprises, lors des négociations pour l'entrée à l'OMC, puis dans l'adoption de projets de libre échange avec l'Asean, des dispositions de libéralisation commerciale sans précédent pour une économie en émergence.

*Size matters.* Alors que l'économie de l'ex-Union soviétique, une fois déduites ses ressources naturelles, équivaut aujourd'hui à celle de la Suède, l'économie chinoise peut aussi jouer d'un effet d'échelle, encore accru par le levier des anticipations de la part du marché international. L'ampleur des problèmes chinois est aussi, en soi, une raison pour la



communauté internationale de souhaiter une résolution de ceux-ci. En ces deux sens, la Chine devient trop grande pour échouer. Le second pollueur de l'atmosphère après les États-Unis, le plus grand réservoir mondial de sous-emploi rural et d'émigration potentielle - un thème auquel les voisins de la Chine sont très sensibles - et le plus grand gisement au monde d'épargne individuelle non gérée justifient d'une attention internationale soutenue. La taille du marché des biens d'équipement, aujourd'hui solvabilisé au moins provisoirement par les rentrées du compte des capitaux, attire les industriels, même si ceux-ci restent prudents sur les risques politiques à long terme. Quoique la question des transferts de technologie et des pertes qui pourraient en résulter soit sensible, la concurrence triangulaire entre les entreprises américaines, européennes et japonaises ne rend guère crédible l'hypothèse d'un contrôle de ces transferts. L'essor des exportations chinoises enrichit d'abord les 62 % d'entreprises étrangères ou à participation étrangère qui produisent celles-ci - il n'est pas étonnant qu'une part des économistes et des responsables chinois se soient convertis à la logique *win-win* naguère mise en avant à l'APEC (Asie-Pacific Economic Cooperation) par l'administration Clinton pour justifier la libéralisation des échanges en Asie-Pacifique. Quoique la gestion du système financier chinois soit rien moins qu'apurée, le rôle de la monnaie chinoise dans un hypothétique « serpent monétaire asiatique » peut être évoqué aujourd'hui par ses propres voisins asiatiques : pour nombre de ceux-ci, un système monétaire interdépendant serait de toute façon préférable à l'avantage compétitif actuel de la monnaie chinoise quasi-indexée sur le dollar. Si les entreprises asiatiques investissant en Chine trouvent leur avantage à une monnaie chinoise sous-évaluée, les économies voisines préféreraient voir les parités de change déterminées d'un commun accord. Or, la Chine est aujourd'hui le plus grand artisan d'une vaste « zone dollar naturelle » en Asie, qu'appellent aussi de leurs vœux certains économistes américains<sup>12</sup>.

Finalement, il se peut que toutes les critiques rationnelles adressées au système économique chinois - son flou artistique en matière de statistiques et de comptabilité, son imperfection réglementaire, le cercle vicieux de la bureaucratie publique et de l'entreprise privée, son inégalité régionale et sociale croissantes, son passif financier et l'imprévoyance dans la gestion collective de l'épargne, ainsi que ses déséquilibres externes - ne pèsent finalement pas plus lourd que d'autres reproches adressés aux grands piliers de l'économie mondiale : les *twin deficits* public et extérieur des États-Unis, le gouffre financier japonais des années 1990, le malthusianisme des structures européennes permettent toujours de pronostiquer le déclin imminent des autres piliers, mais sans effet pour l'instant. Quoique rien ne soit plus aisé à prédire qu'une crise,



au mieux cyclique, au pire dynastique dans le cas chinois, l'esprit devrait d'abord s'exercer à juger l'ensemble des facteurs, internes et externes, objectifs et subjectifs, qui maintiennent la Chine sur son sentier de croissance forte, sinon à l'équilibre.

### NOTES

1. Angus Maddison, *L'économie chinoise : une perspective historique*, Paris, OCDE, 1998.
2. Ces notions ont notamment été mises en avant par Jean C. Oi et Andrew G. Walder, (sous la direction de), *Property rights and Economic reform in China*, Stanford, Stanford University Press, 1999. Voir aussi Dany Rodrik, « Economic reforms without rule of thumb », Harvard University, octobre 2003.
- 3; Voir Wing Thyee Woo, « Recent claims of China's economic exceptionalism : reflections inspired by WTO accession », University of California, Davis, mars 2001.
4. La thèse vaut aujourd'hui aussi bien pour les États-Unis de l'ère Greenspan que pour la Thaïlande en croissance rapide des années 1960 à 1997...
5. Sur le processus d'interdépendance qu'entraîne le recours chinois aux IDE, voir Yasheng Huang, *Selling China: foreign direct investment during the reform era*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
6. Ce rapport a été résumé par Annette Cen et Gilles Guiheux, « La question rurale sur le devant de l'actualité », *Nouvelles de Chine*, lettre mensuelle du Centre Asie Ifri sur la Chine, n° 13, février 2004 (disponible en ligne à [www.ifri.org](http://www.ifri.org)).
7. Voir Kathleen Walsh, *Foreign hi-tech R&D in China*, Henry L. Stimson Center, Washington, 2003. Françoise Lemoine et Deniz Ünal-Kesenci évoquent dans ce numéro le rattrapage national qui se produit dans certains secteurs.
8. Voir Michael S. Chase, Kevin L. Pollpeter, James C. Mulvenon, *Shanghai'd? The economic and political implications of the flow of information technology and investment across the Taiwan Strait*, Rand Corporation, juillet 2004.
9. Voir l'article de Bruno Cabrillac sur les mirages de la statistique chinoise.
10. Chi Hung Kwan, « The Political Aspect of China's Business Cycle - Synchronization with the Communist Party Congress », 27 août 2004, dans *China in Transition*, RIETI, Tokyo, [www.rieti.go.jp](http://www.rieti.go.jp).
11. Guy Longueville parle dans ce numéro de « la capacité des autorités à lisser le cycle économique ».
- 12 Ronald Mc Kinnon & Gunther Schnabl, 2002. « Synchronized Business Cycles in East Asia: Fluctuations in the Yen/Dollar Exchange Rate and China's Stabilizing Role », *Working Papers* 02010, Stanford University, Department of Economics.